

Munich: l'envers du mythe,

par Karel Kostal

Les Tchécoslovaques de ma génération — ceux qui avaient en 1968 l'âge de la conscience politique — avaient été martelés pendant des années par les pilons d'une propagande obsédante sur Munich : la « *trahison* » des « *démocraties* » avait livré notre malheureux pays à l'Allemagne nazie à laquelle l'U.R.S.S. seule était restée fidèle. C'est à la lumière de cette expérience historique que les peuples de Tchécoslovaquie avaient « *compris* » que la garantie de l'indépendance du pays se trouvait du côté de l'Union soviétique et « *senti* » que le parti communiste tchécoslovaque, incarnation de la lutte pour l'indépendance nationale et l'amitié avec l'U.R.S.S., était donc son guide désigné !

Il n'est pas sans intérêt de revenir aujourd'hui sur ce que signifia la crise de Munich dans les rapports entre nationalités et entre classes à l'intérieur de la Tchécoslovaquie — et ce que furent réellement dans ce cadre la politique du P.C.T. et la diplomatie du gouvernement de Staline.

La démocratie tchécoslovaque

Le fait que la Tchécoslovaquie ait été le premier Etat non germanophone victime de l'agression de l'impérialisme allemand et de l'« *abandon* » des « *démocraties* », ne doit pas nous dissimuler aujourd'hui le caractère très particulier de ce qu'était à la fin des années trente la « *démocratie* » tchécoslovaque. Création des traités de paix après la première guerre mondiale, invention des vainqueurs, elle faisait partie de ces petits Etats nouvellement créés avec la double mission de surveiller l'Allemagne sur sa frontière orientale et d'être les « *bastions* » militaires d'un « *cordon sanitaire* » autour des frontières de l'U.R.S.S., dont Josef Guttman écrivait :

« Les frontières de ces Etats furent tracées de telle sorte qu'elles englobaient partout de fortes minorités nationales : cela devait rendre impossible toute unification entre elles et avec l'Allemagne, tout en les plaçant sous la dépendance des puissances occidentales »(1)

En fait, la République tchécoslovaque est politiquement et économiquement dominée par la bourgeoisie nationale tchèque, mais également marquée, sur le plan national, par la domination des Tchèques — un peu plus de la moitié de la population — sur les minorités diverses, Allemands, Slovaques, Hongrois, Ruthènes, victimes d'une oppression nationale qui revêt même, sur les marches orientales, des formes presque coloniales — une situation qui suffit à elle seule à expliquer le double caractère, formel et précaire, de la démocratie bourgeoise tchécoslovaque qu'une analyse des mécanismes constitutionnels et répressifs d'« *urgence* » ferait également apparaître immédiatement.

De ce point de vue, la situation faite aux habitants allemands (installés depuis au moins l'an 1000) dans la région des Sudètes apparaît bien comme un point névralgique, surtout après l'explosion de la crise mondiale. Région industrielle ancienne déjà durement frappée par la balkanisation de l'Europe centrale (son industrie textile conçue pour un marché « *austro-hongrois* » de 50 millions se voit limitée à un marché « *tchécoslovaque* » de moins d'un tiers), elle subit de rudes coups dans le début des années trente. Les conséquences de la crise mondiale y sont en effet aggravées et surtout rendues psychologiquement plus intolérables par la politique chauvine, antiallemande, de Prague, qui envahit pacifiquement cette province en y envoyant postiers et cheminots tchèques, en créant des écoles tchèques quand les écoles allemandes tombent en ruines, en affectant systématiquement des juges tchèques dans les tribunaux, bref en s'employant à « *dégermaniser* » le pays et à priver ses habitants des éléments de leur culture auxquels ils sont attachés. C'est ainsi qu'il n'existe aucun programme de secours pour une région économiquement très atteinte, qu'aucune usine nouvelle n'est implantée

dans les années de reprise, que les hôpitaux tombent en ruines, qu'il n'y a aucune université allemande en pays sudète et très peu d'émissions de radio en langue allemande.

Le social-démocrate Kurt Weisskopf, auteur du livre *Les Coups de Prague*, bien que partisan à cette époque de la démocratie tchécoslovaque et du maintien en son sein de la minorité allemande des Sudètes, mentionne à ce propos l'opinion du sénateur Siegfried Taub, un des dirigeants social-démocrates allemands de Tchécoslovaquie, qui déclare, analysant les progrès du Parti allemand des Sudètes de Konrad Henlein en train de se rallier à l'époque aux nazis :

« Si les Allemands des Sudètes écoutent Hitler et Henlein, et se tournent contre la République, ce n'est pas seulement parce que les nazis font d'excellente propagande et agissent par intimidation. Ils jouissent de la sympathie et du soutien de la majorité des Allemands des Sudètes qui vont à eux par déception et désespoir » (2).

Le parti social-démocrate, qui avait en son temps réuni derrière lui la moitié des électeurs germanophones et qui est membre, pendant les années trente, de la coalition au pouvoir à Prague, a vu son influence décliner jusqu'à l'effondrement : en 1938, communistes et social-démocrates réunis ne dépassent guère plus de 10 à 15 % du corps électoral dans la région des Sudètes.

Le parti communiste tchécoslovaque

Le P.C. tchécoslovaque a été l'un des partis de masse de l'Internationale communiste au début des années vingt, avec 350 000 membres et une direction intégrant des éléments de toutes nationalités, parmi lesquels les Allemands ont joué un rôle moteur. La « *bolchevisation* » lui a porté des coups très rudes : il est tombé à moins de 100 000 membres en 1925 et même 25 000 à la fin des années 20 : il ne dépasse jamais 75 000 membres dans les années 30, ni les 10 % de voix aux élections générales qui en font pourtant un élément politique important dans un pays où aucune formation ne recueille plus de 15 %.

En 1931, son VI^e congrès a reconnu l'existence, dans l'Etat tchécoslovaque, d'une oppression nationale exercée sur les minorités par « *l'impérialisme tchèque* » et affirmé son attachement au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, droit de faire sécession compris. En 1933, l'élimination d'un de ses principaux dirigeants, Josef Guttmann et de l'important courant — le seul dans un P.C. en Europe — qui avait soumis à une critique de fond la politique de l'I.C. pendant la « *troisième période* », a ouvert la voie de la consolidation de ce parti en parti stalinien, la constitution d'un solide appareil de milliers de permanents dans des écoles où l'on apprend notamment à « *aimer l'Union soviétique* ». Ces transformations vont être déterminantes dans le changement qualitatif du parti opéré à partir de son tournant de 1935.

Ce tournant s'opère, comme pour le P.C.F. et à peu près au même moment, autour d'un pacte entre l'Etat national et l'Union soviétique. Le pacte soviéto-tchécoslovaque est signé à Prague le 16 mai 1935: un protocole annexe prévoit qu'il n'y aura assistance mutuelle en cas d'agression que si la France porte secours au pays agressé. Toujours comme dans le cas français et sur la même ligne, la défense nationale de la Tchécoslovaquie devient donc un aspect de la défense de l'Union soviétique elle-même et le P.C. tchécoslovaque renonce à toute position défaitiste et toute politique antimilitariste : une guerre où la Tchécoslovaquie serait alliée à l'U.R.S.S. ne pourrait être qu'une guerre juste. A partir de 1936, il s'inscrit dans la perspective de la défense de la République contre le fascisme — c'est-à-dire l'éventuelle agression allemande — et proclame sa détermination de ne « *pas céder un seul village à Hitler, à Horthy ou aux fascistes polonais* ». S'alignant de plus en plus, en quelque sorte par la force

même des choses, sur les thèmes nationaux tchèques historiques, le P.C.T. abandonne le thème de « *classe* » et de « *droit des minorités* » pour ceux de « *solidarité* » et d'« *intérêt national* ». Champion de l'alliance tchéco-franco-soviétique, le P.C.T. ne peut plus évidemment être celui des minorités contre l'oppression sociale et nationale des Slovaques, Allemands et autres. Son attitude nouvelle ne pouvait que détourner de lui les masses paupérisées et humiliées des minorités nationales et les livrer ainsi aux démagogues et réactionnaires, aux Henlein et aux Hlinka. Au moment où éclate ce qu'on a appelé la crise de Munich, le parti communiste n'est plus qu'une organisation pratiquement purement tchèque, dont la politique le place à la remorque de la bourgeoisie tchèque et de ses partis dont il essaie de représenter et d'exprimer les intérêts « *communs* ».

La division de la bourgeoisie tchèque

Il semble bien que la bourgeoisie tchèque n'ait longtemps pas pris vraiment au sérieux la menace allemande contre l'existence de l'Etat tchécoslovaque ou du moins pris en compte la possibilité de la destruction de ce dernier en dehors d'une guerre mondiale — donc n'ait jamais envisagé pendant longtemps la possibilité de se trouver « *abandonnée* » par ses alliés occidentaux — formellement la France, mais aussi la Grande-Bretagne. C'est la proclamation de l'*Anschluss*, le 31 mars 1938 qui concrétise la menace immédiate, non de l'isolement, mais de l'agression. Après quelques pourparlers secrets, malgré des tendances marquées à une conciliation avec l'Allemagne dans les milieux financiers et agrariens, le gouvernement tchécoslovaque persévère dans la voie ancienne, celle de l'alliance avec la France, la Grande-Bretagne indirectement et l'U.R.S.S., celle des concessions secondaires aux minorités tout en évitant toute provocation à la guerre mais en renforçant une armée qui fut ainsi portée à 120 divisions supérieurement équipées.

Sur cette période — la « *crise de mai 1938* » et ses lendemains — Kurt Weisskopf évoque dans ses souvenirs une réunion publique en pays sudète avec deux personnages importants du gouvernement de Prague, proches collaborateurs de Benes et personnellement liés au président, Hubert Ripka, journaliste à *Lidove Noviny* et le général Frantisek Moravec, chef des services secrets et « *espoir* » de la jeune année. Il écrit :

« *Je ne me rappelle pas les détails du discours de Ripka, mais c'était une assurance que nous n'étions pas seuls, que l'Ouest aussi bien que l'Est assisteraient la Tchécoslovaquie et que, si l'autonomie pouvait être accordée aux Allemands des Sudètes, le pacte avec Henlein contiendrait des clauses garantissant les libertés civiles* » (3)

Au cours de la même réunion, le général Moraves, récemment à la tête d'une mission de contact avec l'U.R.S.S. et l'état-major de l'Armée rouge, officier réputé « *de gauche* », explique selon Weisskopf que :

« *La Tchécoslovaquie était bien préparée et bien défendue. Ses divisions blindées, extrêmement mobiles, pouvaient frapper ce qu'on appelle aujourd'hui un coup préventif qui permettrait de gagner du temps jusqu'à l'arrivée des axes occidentaux et orientaux* »...(4)

Ce n'est que peu à peu et encore sans vraiment y croire qu'à travers les interminables conversations de l'été 1938 avec la mission Runciman, Benes et ses collaborateurs comprennent qu'ils vont avoir affaire à une situation aussi dramatique pour eux qu'imprévue. Si l'U.R.S.S. réaffirme ses engagements, pour le moment peu compromettants, puisque subordonnés à l'attitude française, le gouvernement de Londres et à sa suite celui de Paris s'orientant désormais, au nom d'une politique de « *maintien de la paix* », vers des pressions sur Prague pour des « *concessions* » susceptibles d'apaiser Hitler. Le dépècement de la Tchécoslovaquie est mis à l'ordre du jour par les revendications hitlériennes sur la

région allemande des Sudètes et les chers alliés ne feront pas la guerre pour l'intégrité de l'Etat tchécoslovaque...

La bourgeoisie tchèque se divise. Benes est partisan de la résistance. Le dernier message qu'il fait parvenir à Chamberlain par Lord Runciman démontre qu'il a bien compris les ressorts de la politique britannique et qu'il est lui-même conscient des risques sociaux, puisqu'il assure qu'au cas où son gouvernement serait contraint par ses alliés à de nouvelles concessions, la plus grave des conséquences serait de donner une réalité au danger de « *révolution communiste* » en Tchécoslovaquie brandi par les hitlériens. En fait, le président de la Tchécoslovaquie est convaincu que ni le gouvernement français, ni le gouvernement britannique ne peuvent envisager l'abandon de la Tchécoslovaquie et les sérieux risques qu'il leur ferait courir, directement ou indirectement. L'enjeu de la « *crise de Munich* » lui paraît être l'explosion immédiate de la guerre mondiale — et il l'accepte. Parfaitement conscient de la probabilité d'une défaite militaire de son pays dans une première étape, certain que la guerre ne pourrait échapper aux « *démocraties* » renforcées tôt ou tard par les Etats-Unis, il compte sur une victoire commune dans laquelle s'inscrira la résurrection de la Tchécoslovaquie.

Les vues planétaires de la survivance de l'Etat tchécoslovaque du « *professeur Benes* », comme disent ses critiques, ne sont guère susceptibles de séduire d'importantes fractions de la classe dirigeante tchèque dont J. Guttmann assure qu'ils sont inspirés à cette époque par le fameux banquier, le Dr Preiss, et par le dirigeant du parti agrarien, Rudolf Beran.(5) Il s'agit pour eux de continuer une activité économique et des profits que l'apocalypse envisagée par Benes compromettrait sans remède. Il s'agit aussi de ne pas prendre les risques sociaux, de ne pas créer à la légère les conditions de subversion qui naîtraient inévitablement d'une guerre qui commencerait par la destruction de l'Etat tchécoslovaque : ils sont eux, partisans d'accepter les exigences allemandes — au moins si la guerre était l'inévitable prix d'un refus —, donc de capituler devant les exigences de Hitler avec l'espoir de conserver au moins un strapontin dans l'Europe sous son égide qui est en train de naître sous leurs yeux.

C'est cette seconde solution qui prévaut pour la bourgeoisie tchèque après que les entretiens de Berchtesgaden aient fait s'effondrer le plan de Benes : en appuyant auprès de Prague la revendication allemande de révision des frontières, les gouvernements français et britannique signifient brutalement qu'ils ne viendront pas au secours de la Tchécoslovaquie et ne feront pas la guerre pour elle. En précisant de son côté qu'il s'en tient au protocole annexe du traité qui subordonne son intervention éventuelle à celle de l'armée française, le gouvernement de l'U.R.S.S. s'engage *volens nolens* sur la même voie.

L'heure de vérité

C'est le 19 septembre au matin que les dirigeants tchécoslovaques sont informés de ce que Ripka appellera « *les incroyables propositions* » de Londres et de Paris. Un long conseil se tient en présence de deux généraux, l'inspecteur général Syrový, le chef d'état-major Krejci. Devant le comité permanent du Parlement, le dirigeant communiste Klement Gottwald prononce une intervention dont le correspondant à Prague du *New York Times* assure qu'elle fait de lui le porte-parole du sentiment général au Parlement. Il assure :

« *Il n'y a personne en Tchécoslovaquie qui ait le pouvoir ou l'autorité de réaliser ces choses contre lesquelles se dressent unanimement l'ensemble des peuples tchèque et slovaque et contre lesquelles se sont aussi manifestés tous les démocrates dans les minorités allemande et autre [...] qui exigent un accord équitable pour les nationalités sans occupation du territoire des Sudètes par le IIIe Reich et sans aucune menace contre la paix européenne* ».

Il poursuit, à propos de la « *défense des frontières* » :

« Elles ont été confirmées par la conférence de la Paix. Elles sont la défense de l'Europe centrale et orientale contre la poussée nazie vers l'Est et le Sud-Est. Nous sommes décidés à ne pas laisser détruire la République, mais à nous défendre. Toute la nation est unie, dans une unité de fer et décidée à ne pas céder. Nous savons de source sûre qu'au moins la Russie restera loyale à son traité » (6).

Le correspondant du journal américain constate le lendemain qu'il y a d'importantes forces de police dans le centre de la capitale, qu'on n'a relevé aucune manifestation, mais qu'on a le sentiment que prévaut un calme du type de celui qui précède la tempête : c'est le lendemain qu'elle explose.

Dès le matin du 21 septembre, en effet, c'est la grève générale à Prague et sa banlieue. Aucune organisation n'en a pris l'initiative. Aucun tract n'y a appelé. La censure d'ailleurs n'aurait pas permis qu'un tel appel soit publié : les réunions même sont interdites. Mais les groupes ont commencé à se former dans le centre au cours de la nuit du 20 au 21. Le lendemain matin c'est une foule énorme, évaluée par le journaliste américain à plusieurs centaines de milliers de personnes, collectivement constituée avec la venue en cortège des ouvriers des différentes usines, des travailleurs des bureaux, des étudiants qui descend la Vaclavske Nemesti jusqu'au pont Charles qu'elle franchit pour remonter vers le château du Hradshin. Les barrages de police postés pour les arrêter se sont ouverts à leur arrivée, et bientôt la police disparaît totalement. Il n'y a plus un uniforme dans les rues : tous les militaires ont été consignés dans leurs casernes et on craint que la discipline ne soit balayée par la fraternisation avec la foule des manifestants. Certains de ses derniers réussissent pendant quelques minutes à s'emparer de l'émetteur de Radio-Prague et y commencent à lancer un appel enflammé à la résistance et à chasser le gouvernement de « capitulards ». Des tracts circulent. L'un d'entre eux appelle le président Benes à « en finir avec les ennemis de la République et les amis des nazis » et à montrer au monde que les Tchécoslovaques, confiants dans leur armée, sauront se défendre tout seuls. Un tract communiste ronéotypé assure :

« Nous ne rendrons pas la République à Hitler. L'Armée rouge de Russie nous portera secours si seulement on le lui demande. Jusqu'à présent, les agrariens ont empêché le gouvernement d'appeler les Soviétiques au secours parce qu'ils ont plus peur de l'Armée rouge que de Hitler. Nous nous défendrons nous-mêmes et nous ne serons pas seuls »(7).

Partout, des centaines de milliers de bouches réclament le départ du gouvernement de « capitulards ». Inquiet, le correspondant américain déjà cité écrit :

« La nuit dernière, on parlait beaucoup de grève générale. Aujourd'hui si le gouvernement essayait de se cramponner. Ainsi, l'insistance des Franco-Britanniques pour la capitulation a fait apparaître le danger au moins d'un changement de gouvernement, sinon d'une révolution, sans éliminer pour autant le risque de guerre »(8).

Le gouvernement Milan Hodza, après des débats orageux et sous les coups de boutoir du leader agrarien Rudolf Beran, ainsi que des pressions répétées de Londres et de Paris, s'est résigné à accepter les conditions de Hitler vers 15 heures. Une décision qui ne fait que jeter de l'huile sur le feu et qui sera sa dernière : incapable de faire accepter au pays sa politique, incapable de maîtriser les manifestants pragois, le gouvernement démissionne sous la pression des centaines de milliers de manifestants indignés. Josef Gurtmann commente :

« L'Etat était impuissant et le gouvernement dut démissionner. Le pouvoir était vraiment dans la rue, mais personne ne le prit. Ce jour-là, le P.C.T. pouvait sans peine prendre le pouvoir. Personne n'aurait pu s'y opposer sérieusement. Mais il ne voulait pas — on ne le lui permit pas. Car, s'il avait pris le pouvoir, c'était le début immédiat des hostilités et il aurait fallu faire cette guerre sans l'Angleterre ni la France, avec seulement l'Union soviétique, comme une guerre purement révolutionnaire. Mais les

bureaucrates de Moscou ne voulaient pas de guerre révolutionnaire, ils étaient seulement prêts à prendre part à une guerre impérialiste. Ils étaient décidés à marcher si la France marchait et à ne pas bouger si elle ne bougeait pas. Non seulement le P.C.T. se voyait interdire de prendre le pouvoir, mais encore on l'obligea à calmer les masses et à faire rentrer les manifestants chez eux » (9).

Nous n'avons que peu d'informations sur les tractations en coulisse qui ont suivi la chute du gouvernement Hodna. De toute évidence, il n'y eut aucune initiative particulière du P.C.T. pour une solution gouvernementale autre que celle qu'envisageaient dès ce moment les porte-parole les plus représentatifs de la bourgeoisie tchèque, à savoir l'appel au gouvernement des chefs militaires, ou plus précisément la formation du nouveau gouvernement par le général Syrový. Le fait même que, le premier jour des manifestations, Prague ait été toute bruisante de rumeurs sur le fait que le général Syrový revenait de Moscou et qu'un gouvernement Syrový signifiait la résistance à l'Allemagne avec l'aide de Moscou, indique déjà que la solution du gouvernement Syrový ne pouvait qu'avoir l'aval du P.C.T. Guttman, pour sa part, n'hésite pas à affirmer que le gouvernement Syrový, constitué le lendemain, « *avait été mis sur pied par les staliniens* » avec Benes. Le brave général ainsi choisi pour jouer le rôle de sauveur, a cinquante ans. Il a commencé sa carrière militaire en désertant pendant la guerre l'armée autrichienne pour s'engager dans l'Armée du Tsar, au sein de laquelle il a servi, dans la Légion tchèque, et a pris part au soulèvement de cette dernière contre le gouvernement bolchevique qui a marqué le début de la guerre civile en 1918. Colonel à 29 ans, il est en 1919 — avec des conseillers français — le commandant en chef des forces alliées antibolcheviques en Sibérie et réussit à échapper à l'Armée rouge à la tête de la Légion tchèque qu'il parvient à rapatrier. Chef d'état-major de l'armée tchécoslovaque en 1926, inspecteur général en 1933, il passe pour un bon connaisseur de l'U.R.S.S. et de son armée et a fait plusieurs visites et séjours en Union soviétique.

Le 22 septembre est le deuxième jour de la grève générale et c'est de nouveau par cortèges entiers que les ouvriers des usines des faubourgs et banlieues marchent sur le centre de la capitale dès les premières heures d'une journée qui menace d'être tendue. Les observateurs relèvent que les poings levés se font rares dans la foule et que les drapeaux rouges semblent avoir totalement disparu au profit des innombrables drapeaux nationaux qui flottent au-dessus et devant chaque cortège. Quelque 250 000 manifestants se rassemblent en une foule compacte devant le Parlement où, du haut du balcon, à 10 heures du matin, est annoncée la nouvelle de la démission du gouvernement Hodna, acclamée avec une détermination frénétique et suivie de mots d'ordre lancés dans la foule en faveur de la résistance aux menaces allemandes et de la formation d'un gouvernement militaire. Les haut-parleurs vont dans un premier temps annoncer la formation d'un « *gouvernement de défense nationale* » sur une base large, pour 15 heures, mais qui ne sera acquise que plusieurs heures plus tard. Cette fois, le scénario a été préparé d'avance et les dirigeants politiques de tous les partis se succèdent au balcon dans une manifestation d'union sacrée de laquelle les seuls agrariens de Kudolf Bevan s'abstiennent. Le dirigeant du Parti conservateur national, catholique, se fait acclamer par la foule en assurant qu'il n'y a pas de différence entre les militants de son parti et ceux du P.C.T., puisque les uns et les autres sont prêts en ce moment à mourir pour la patrie tchécoslovaque. Il assure :

« Il est inutile d'attendre de l'aide de ceux qui nous ont trahis. Ce qui compte, ce n'est pas ce qu'on pense à Londres et Paris, mais ce qu'on fait à Prague et dont dépend notre avenir » (10)

Le général Gajda, fasciste et vieil adversaire de la république, s'adresse à la foule pour lui dire qu'il n'est plus, à l'heure du danger, l'homme d'un parti mais un soldat qui veut prendre part au grand sursaut national. Gottwald, le secrétaire général du P.C.T., ne tient pas un autre langage, quand il salue avec satisfaction le départ des « *capitulards* » du gouvernement Hodna, la formation d'un nouveau gouvernement « *avec la participation de l'armée* », assurant que ce dernier « *va exécuter la volonté du peuple* » qui peut donc retourner au travail.

C'est seulement alors que le général Obrátilak, après les représentants des partis, et dans un enthousiasme délirant — à la mesure sans doute de l'angoisse —, vient lire la déclaration du général Syrový qui jouit de l'appui de tous les partis :

« Je me porte garant que l'Armée se tient aujourd'hui et continuera à se tenir sur nos frontières pour défendre notre liberté jusqu'au bout. A Prague, notre désir est que vous gardiez votre calme et que, pour le moment, vous retourniez à votre travail de tous les jours. Avant peu, nous pourrons vous appeler à prendre une part plus active à la défense de notre patrie bien aimée. Ne laissez pas la campagne de rumeurs de l'ennemi vous persuader que la détermination de notre armée de tenir nos frontières puisse être altérée » (11)

Après une ultime intervention du populaire maire de Prague, Peter Zenkl, qui appelle une nouvelle fois, après Gottwald et le général, à terminer la grève générale et à reprendre le travail après la démission du « *gouvernement de la capitulation* » et l'assurance que le nouveau gouvernement est prêt à la défense jusqu'au bout, la foule immense se disperse. Guttman écrit :

« Avant que le flot des masses, qui s'écoulaient du centre de la ville, aient eu atteint les faubourgs de la capitale, le gouvernement Syrový avait fait savoir à toutes les capitales européennes qu'il allait continuer la politique de capitulation » (12)

Dès le lendemain, l'armée diffusait massivement un appel du nouveau chef du gouvernement, jeté sur la capitale par des bombardiers volant à basse altitude :

« Citoyens

En cette heure critique pour notre pays et notre peuple, nous demandons à chacun d'entre vous de rester à son poste — le soldat à ses armes, le paysan à sa charrue, l'ouvrier à son atelier et son usine, l'employé à son bureau.

L'armée est chargée de la sécurité de la République et ne remplira cette tâche que si la nation est ferme et unie. Faites vos preuves en travaillant pour l'Etat. Retournez à votre travail. Ce n'est qu'ainsi que vous pouvez contribuer à ce que la nation soit prête à se défendre. De nouvelles manifestations ne pourraient que faire le jeu de nos ennemis » (13).

Et le correspondant du *New York Times* commente :

« En fait, les ouvriers étaient déjà à leur atelier et les paysans à leur charrue, avant même que les tracts soient lancés. L'excès d'excitation de jeudi était retombé. Le peuple, pour le moment, se satisfaisait qu'un soldat populaire soit à la tête d'un gouvernement national » (14).

Nous laisserons la parole, pour la conclusion de l'épisode, à Josef Guttman, déjà plusieurs fois cité :

« Dix jours après (sa constitution), le gouvernement Syrový, qui avait été mis sur pied par les staliniens et Benes, acceptait le diktat de Munich. Cinq jours plus tard, il obligeait Benes à démissionner, puis dissolvait le P.C.I.S. Le gouvernement de « défense nationale » devenait le gouvernement de la capitulation nationale » (15).

En guise de bilan

Vaut-il la peine, au terme de ce bref rappel de ce que l'on ignore généralement dans les pays occidentaux, de souligner à quel point le mythe qui s'efforçait de bercer notre enfance et d'endormir notre méfiance ne résiste pas à l'ombre d'une critique ? L'installation à Reichenberg d'abord, puis à Prague et à Plzen comme à Brno et Bratislava, de la Gestapo et des S.S., la terreur qui jette dans les prisons et les camps travailleurs et militants, tchèques ou slovaques, hongrois ou ruthènes, allemands

aussi, n'a pu vaincre sans combat — comme elle avait vaincu en Allemagne même — que par la volonté des dirigeants des grands pays européens appelés alors « *les démocraties* », les Chamberlain et les Daladier, et la complicité des partisans de la « *collaboration* » dans le gouvernement Hodja. La responsabilité dans la tombée sur l'Europe centrale de la longue nuit du nazisme n'est pas cependant moindre pour les dirigeants politiques qui ont appelé le peuple à rentrer chez lui et faire confiance à « son armée » — et de ce point de vue il n'y a aucune différence réelle, de portée historique, entre le général Syrový qui, du Hradschin, a ouvert la porte à l'envahisseur des pays sudètes, Benes qui a rejoint Paris puis Londres, Gottwald et les autres dirigeants du P.C.T. qui se retrouvent quelques semaines plus tard à Moscou, ou Emil Hacha qui va livrer en mars 1939 les derniers lambeaux de ce qui avait été l'Etat tchécoslovaque.

La crise de Munich nous paraît poser des problèmes d'une portée tout autre. Les millions de Tchécoslovaques de toutes nationalités qui ont manifesté les 21 et 22 novembre pour se défendre « *jusqu'au bout* » comprenaient certainement des hommes qui voulaient défendre une hégémonie nationale et sociale liée à l'Etat tchécoslovaque impérialiste effectivement menacé par l'impérialisme allemand. Mais leur majorité, le gros des travailleurs, refusaient le régime que les bandes hitlériennes commençaient à imposer à l'Europe, l'anéantissement des libertés et des conquêtes ouvrières, la destruction des organisations, la persécution des Juifs, de nouveaux assauts pour de nouvelles conquêtes et de nouveaux massacres. Tel était l'objectif de ceux qui voulaient « *se défendre jusqu'au bout* », parce qu'ils haïssaient le fascisme. L'expérience a démontré qu'ils avaient été délibérément abusés par les politiques de l'entourage de Benes les officiers autour de Syrový et les dirigeants du P.C.T. qui, tous ensemble, ont réussi à leur faire croire — le temps nécessaire à la réussite de leur opération — que la défense était l'affaire des militaires et le travail celle de l'ouvrier et du paysan. En 1938, ni Benes, ni Beran, ni Gottwald, ni Syrový ne songeaient un instant à défendre contre « *le fascisme* » — l'armée allemande — les droits et libertés démocratiques, les organisations, voire les hommes et les femmes menacés dans leur dignité et leur existence même : ils l'ont prouvé quand, laissés aux postes de commandement, ils se sont empressés de capituler ou d'émigrer en laissant capituler ceux qu'ils avaient portés au pouvoir (17).

Vingt-et-un mois plus tard, Léon Trotsky disait que la principale leçon de l'effondrement de la France était que l'on ne pouvait combattre le fascisme sous Pétain ou à sa façon et en obéissant à des généraux et amiraux fascistes. Ce qu'il disait là avait déjà été démontré par ce précurseur de Pétain qui s'appelait Syrový et la voie tracée précisément contre Syrový par la section tchécoslovaque de la IV Internationale, qui distribuait le 14 octobre 1938 un tract appelant à la lutte pour les Etats-Unis d'Europe et rappelait que l'ennemi était « *l'impérialisme mondial des Chamberlain, Daladier, Mussolini et Hitler* ». (18) La panique des dirigeants, démocrates comme stalinien, devant un peuple descendu tout entier dans la rue parce qu'il refusait de subir, sans s'être battu jusqu'au bout, l'abominable destin que lui réservait l'hitlérisme, démontrerait, s'il en était besoin que bourgeois et stalinien étaient dominés par la peur de la révolution, l'irruption dans l'arène de l'histoire de ces hommes innombrables et anonymes qu'on appelle « *les masses* » et qui surgissent d'un coup, comme ils le firent, le 21 septembre 1938, pour tenter de prendre leur sort entre leurs mains.

L'histoire intérieure de la crise de Munich comporte une autre indication utile. Malgré leur naïveté, les illusions qui permirent de les abuser, de détourner leur attention pour les étrangler par derrière, les masses de Tchécoslovaquie étaient capables de se mobiliser d'elles-mêmes, de faire les plus grandes manifestations de l'histoire de leur pays sans l'aide d'aucune organisation, de déclencher et de mener à bien deux jours de grève générale. C'est qu'elles étaient mues par l'instinct de conservation qui leur commandait de se défendre contre un ennemi mortel, inspirées par la haine d'un régime qu'elles haïssaient, mais également guidées par la compréhension que leur sort, celui des classes comme celui

des nations, se réglait, à partir de ce moment du siècle, les armes à la main. C'est qu'elles voulaient se battre. Il leur manquait seulement l'organisation qui pouvait les aider à comprendre comment et avec quels chefs elles devaient se battre pour vaincre, et avec quels chefs elles seraient vaincues sans même s'être battues. Mais, pour l'instant, elles savaient seulement qu'elles devaient se battre et cela ne leur fut pas donné.

Notes

(1)Jan Buchar (josef Guttrann), *ZUT nationjlen Frage os Mitteleuropa* (Einige Lehren der tschechoslovakischen Krise), Houghton bMSRus 13-1, 15896, p. 4.

(2)**Kurt Weisskopf**, *Les Coups de Prague 1938-1948*, p. 61.

(3)*Ibidem*, p. 75.

(4)*Ibidem*, p. 78. K. Weisskopf indique que Moravec, le général « progressiste », devint ministre de la Propagande dans le gouvernement fantoche du Protectorat de Bohême-Moravie.

(5)Buchar, *op. nt.*, p. 9.

(6)*New York Times*, 20 septembre 1938.

(7)Cité dans *New York Times*, 22 septembre 1938.

(8)G.R.H. Gedye, « Prague Crowds demonstrate » (Les Foules de Prague manifestent), *New York Times*, 22 septembre 1938.

(9)Buchar, *op. cit.*, PP. 9-10.

(10)*New York Times*, 23 septembre 1938.

(11)*Ibidem*.

(12)Buchar, *op. sit.*, p. 10.

(13)*New York Times*, 24 septembre 1938.

(14)G.R.H. Gedye, *ibidem*.

(15)La décision de suspendre toutes les activités du P.C.T. avait été prise le 20 octobre au retour d'une visite à Hitler du ministre des affaires étrangères tchécoslovaque. Le P.C.T. fut finalement dissous, ses biens confisqués et ses députés déchus le 23 décembre.

(16)Buchar, *op. cit.*, p. 10.

(17)Gottwald, dont le rôle dans la démobilisation des manifestants du 21 septembre et l'intronisation de Syrový avaient été décisifs, allait prendre la pose pour l'Histoire dans un discours à l'assemblée nationale le 11 octobre : « *Les Ethiopiens se sont battus, les Chinois se sont battus. Pourquoi les Tchécoslovaques, qui avaient tout pour se défendre, ont-ils capitulé ? Croyez-moi : en tant que communiste, j'étais fier d'être un Tchèque, de la nation des Hussites à laquelle j'appartiens. Je crois que le peuple tchécoslovaque continue à être une nation de Hussites. Mais ni comme Tchèque, ni comme communiste, je ne puis être fier des actes de ce gouvernement. [...] Tous ceux qui ont un peu d'honneur encore doivent en avoir honte* » (Cité par Paul E. Zinner, *Communist Strategy and Tactia in Czechoslovakza 1918-1948*). Ce discours ne fut pas publié, mais circula largement sous le manteau et

constitua la première pierre de la légende selon laquelle seuls les communistes tchécoslovaques avaient, malgré Munich, voulu combattre « *jusqu'au bout* »).

(17)Buchar, *op. est.*, p. 12.